À Saint-Lys (31), le maire PS rameute la population pour dire « non » aux migrants que l'État veut installer dans leur ville (MàJ : il a retourné sa veste mais les habitants entament leur 8ème mois de mobilisation)

19/06/2023 à 19h47



19/06/23

01/10/22

---

150 personnes étaient réunies ce vendredi soir sur la voie publique au sujet de la programmation par l'Etat d'un Centre pour l'aide au retour devant accueillir 120 migrants en 2023.

La manifestation avait été annoncée et déclarée par la mairie de Saint-Lys, puis autorisée par la préfecture. Ce vendredi soir sur un parking de la ville, non loin de l'hôtel où une vingtaine de migrants ont été récemment placés (en provenance des allées Jules-Guesde de Toulouse), le maire PS Serge Deuilhé est parvenu à mobiliser jusqu'à environ 150 personnes, pas que des Saint-Lysiens, pour redire sa désapprobation à l'installation d'un Centre pour l'aide au retour (CPAR) prévu l'an prochain sur sa commune. Devant une assistance visiblement peu informée, le maire a livré les grandes lignes d'un projet « pour lequel l'Etat nous met devant le fait accompli, sans savoir où en sont exactement l'accompagnement et l'aide des gens que nous devrions recevoir », on parle d'une trentaine de familles, comprenant environ 80 demandeurs d'asile (déjà déboutés de leurs demandes), pour un total de 120 migrants.

[(…) La Dépêche]

30/09/22

> *Haute-Garonne: le maire PS de Saint-Lys refuse d'accueillir 120 migrants en transit pic.twitter.com/8FNroio9zu*
>
> *— BFMTV (@BFMTV) September 30, 2022*

> *A Saint-Lys, dans la région de Toulouse, le maire appelle à une mobilisation cet après-midi contre l'arrivée de 120 migrants dans un centre d'accueil. #ApollineMatin pic.twitter.com/6hzG2TUvfm*
>
> *— RMC (@RMCInfo) September 30, 2022*

29/09/22

Saint-Lys (31) : des habitants et l'opposition se mobilisent contre le maire PS qui refuse l'installation d'un centre pour migrants

25/09/22

Très en colère, Serge Deuilhé, maire de Saint-Lys, et sa majorité municipale sont fermement opposés à l'installation d'un "CPAR" de 120 migrants pour 2023. Plusieurs hauts représentants de la macronie feraient la sourde oreille.

Serge Deuilhé préfère mettre des gants avant d'aborder le sujet : "Fidèle aux valeurs humanistes d'aide et de soins aux populations opprimées, la municipalité affirme le principe d'hébergement des migrants, ici volontaires pour un retour dans leur pays d'origine." Mais le maire de Saint-Lys ajoute aussitôt : "Le projet actuel de Centre de préparation au retour (CPAR) demeure inadapté par rapport aux capacités de la commune. L'absence de concertation par l'Etat avec les acteurs locaux concernés est regrettable face à nos nombreuses sollicitations et celles de nos habitants."

(…) "On va enfermer 120 personnes privées de tous repères et sans savoir ce qu'ils vont devenir vu que nous n'avons aucune information", s'indigne presque l'adjointe Catherine Louit. Elle et les élus se donnent rendez-vous ce prochain vendredi à proximité de l'Hôtel des Ondes, là où depuis dix jours une vingtaine de migrants "chassés" des allées Jules-Guesde à Toulouse, ont été placés. La mobilisation pourrait être

importante si l’on en croit certains habitants bien décidés, eux aussi, à demander des comptes à l’Etat.

La Dépêche

(Merci à Coco)